

Pas de quartiers à Bobigny !

Après près d'un siècle aux mains des communistes, la mairie de Bobigny a basculé au centre en 2014. Alors que le PC tente d'expliquer cette déconfiture, le nouveau maire UDI est fragilisé par les scandales. Bassesses et règlements de comptes pleuvent sur la ville. Enquête.

Par Sabrina Kassa

Tremblement de terre, "séisme politique", "destruction du mur de Berlin"... La victoire de l'UDI sur le PC à Bobigny fut l'une des plus grandes surprises des dernières élections municipales. Cette défaite ne fut pourtant pas la seule en 2014 : les communistes ont perdu 52 villes, dont 19 de plus de 10 000 habitants, soit près de 30 % de leur effectif. Mais la perte de Bobigny, petite ville (préfecture tout de même !) de 48 000 habitants, surtout connue pour son tribunal, leur a laissé un goût d'autant plus amer qu'elle était inattendue.

La ville, dirigée par le PC depuis 1920 était considérée comme un bastion fort du communisme. Et là, après quelques mois de campagne, les électeurs, certes peu nombreux (le taux d'abstention est monté à 60 % au premier tour et 49 % au second) ont voté pour un candidat de droite, Stéphane de Paoli. Jusqu'alors inconnu sur la scène locale, ce dernier est entouré de nombreux militants balbyniens provenant des minorités tout aussi outsiders de la politique.

Pour expliquer leur défaite, les communistes de Bobigny ont d'abord pointé l'erreur de s'être alliés aux socialistes dont le recul face au droit de vote des étrangers et l'accent mis sur le mariage pour tous auraient dégoûté de nombreux électeurs balbyniens. Plus tard, ils ont fini par reconnaître que leur démobilisation était à l'origine de leur échec. "Nous sommes entrés en campagne entre les deux tours, avoue Aline Charon, libraire à Bobigny, troisième sur la liste de Catherine Peyge (PC). On n'a rien vu ! On s'est réveillé quand de Paoli est arrivé en tête au premier tour."

Le PC ne comprenait rien aux quartiers

Du côté des gagnants de cette élection, l'analyse est, bien sûr, plus violente. Rachid Maalem, un des acteurs clés de la bascule à droite, connu pour avoir créé en 2006 la BAC (la Balle au centre), une association d'éducation à la citoyenneté, est aujourd'hui président de la Semeco, la société d'économie mixte qui gère le chauffage de la ville. "Au début des années 2000, je militais au

PC. C'est simple, ils ne comprenaient rien aux quartiers. Ils étaient entre eux et se foutaient complètement de nos problèmes !" A force, il s'est lassé et comme d'autres militants, il est allé voir ailleurs. A l'instar de Youssef Zaoui, l'ancien président de l'Association des musulmans de Bobigny (AMB) qui, après s'être longtemps battu pour la création d'une mosquée, a décidé de se lancer à l'assaut de la mairie. En 2008, avec Rachid Maalem et quelques autres, il a créé la Liste indépendante balbynienne de rassemblement (LIBR) pour se présenter aux élections municipales. La liste fera un petit score de 4 %, mais la dynamique était lancée. Youssef Zaoui est aujourd'hui élu en charge de la tranquillité publique.

La droite a réinvesti le terrain

Pour comprendre pourquoi les membres de LIBR occupent aujourd'hui des postes clés, il faut rappeler que parallèlement au décrochage des communistes avec les militants locaux, une nouvelle offre politique a pointé son nez : celle du député-maire de Drancy, aujourd'hui patron de l'UDI, Jean-Christophe Lagarde. Elu député au début des années 2000, il a progressivement investi le terrain associatif balbynien en le finançant et en envoyant sur place, en 2012, son directeur de cabinet, Christian Bartholmé (aujourd'hui premier maire adjoint de Bobigny) pour organiser la campagne municipale. Celui-ci a alors mis sur pied une liste anti-communiste au nom évocateur : Rendez-nous Bobigny ! Elle rassemble de nombreux membres de LIBR, le responsable d'un club de foot, celui d'un petit parti musulman (l'UMD), un ancien Vert et quelques citoyens lambda qui ne s'étaient jamais engagés auparavant. Si





Stéphane de Paoli, le maire UDI de Bobigny.

les thèmes étaient plutôt “de droite” (évacuation des camps de Roms, sécurité, propreté et cantine gratuite), leur campagne a prudemment mis l’accent sur le contexte local pour ne pas s’enliser sur la question gauche/droite. “C’est sûr, avoir le logo UDI, waouh! c’était très dur. Les gens nous disaient: ‘On est une ville de gauche, ce n’est pas possible! Alors que droite, gauche, ça n’existe plus. On connaît tous le discours du PC sur le service public de l’eau par exemple. Eh bien, à Est ensemble (la communauté d’agglomération de Seine-Saint-Denis, ndlr), les élus de Bobigny ont voté pour un service privé! Et à Saint-Ouen, quand ils étaient communistes, ils étaient aussi contre les Roms... Bon voilà, au bout d’un moment, les gens ont compris que le clivage gauche/droite, c’est du baratin pour nous empêcher de choisir”, explique Rachid Maalem.

Un premier scandale éclate

Seule Leila Bouzidi, la suppléante de Lagarde à l’Assemblée nationale, sera tenue à l’écart de la dream team (“équipe de rêve”). “Ils m’ont proposé d’être deuxième sur la liste. Je n’ai pas voulu. Ce n’est pas par soif du pouvoir, mais je considérais que c’était un juste retour des choses avec tout le travail que j’avais fait...”, commente-t-elle. Elle avait en effet obtenu un score plus qu’honorable de 25 % aux municipales de 2008.

Outre sa personnalité jugée “trop clivante”, l’équipe de Rendez-nous Bobigny, dont le noyau dur est formé par les leaders de LIBR et Christian Bartholmé, ne voulait pas lui donner la tête de liste parce qu’elle considérait qu’un candidat noir ou arabe ne permettrait pas de gagner. “C’est le bilan de notre expérience de 2008 qui nous a conduits à cette conclusion, se justifie Rachid Maalem. Personne ne parlait de notre programme, on devait passer notre temps à dire ‘non, on n’est pas des intégristes’. Personnellement, je ne suis pas pratiquant, je bois, je fume, mais comme j’ai une tête d’arabe, tout le monde pense que je suis musulman...”

Avec Youssef Zaoui, ancien président de l’AMB en tête de liste, et Lynda Benakouche qui porte un foulard, le malentendu, en effet, n’était pas près de s’éteindre... La tête de liste sera ainsi un homme, blanc, de 43 ans, conducteur de travaux dans le BTP et rugbyman. “Un enfant de Bobigny” revenu au bercail il y a peu, suite à un divorce, et qui a démarré la politique en 2012 en soutenant la candidature de Lagarde. La campagne menée, très dynamique, leur a permis de faire un score de 54 %, inattendu pour une équipe qui ne comportait pas vraiment de politiques mis à part Christian Bartholmé.

Mais une fois la mairie prise, l’exercice du pouvoir va se révéler plus difficile que prévu en raison des fragilités de cette nouvelle équipe, très hétérogène et sans référence politique commune. Tout juste quatre mois après leur installation, le premier scandale éclate suite aux révélations du magazine *Marianne* dans un article intitulé: “Comment la droite confie Bobigny à des petits caïds”. Il y est question de “la séquestration” de Sabrina



En 2009, la ville de Bobigny a connu une vague de violences avec des braquages répétés dans le centre commercial Bobigny 2.

Saïdi, une élue de la ville, par Christian Bartholmé et trois autres responsables municipaux. Ce jour de juillet, elle aurait été convoquée à la mairie pour une réunion d'explication au sujet d'un tract accusant Lynda Benakouche, une autre membre de l'équipe municipale, d'être une "délinquante proche du gang des barbares". Redoutant une "séance musclée", car elle savait qu'une rumeur circulait l'accusant d'être à l'origine de ce tract, Sabrina Saïdi a enregistré la conversation à leur insu. En sortant, elle a donné l'enregistrement à la police, puis à l'hebdomadaire *Marianne*, avant de porter plainte.

Une image détestable de Bobigny

Le scandale fait alors le tour des médias nationaux. Outre l'épisode de la séquestration, le profil de Lynda Benakouche, en effet mariée avec le numéro 2 du gang qui a assassiné Ilan Halimi, alimente la chronique. Cette affaire de "violence en réunion" devrait normalement être jugée au printemps prochain. Mais elle risque de durer un moment car, entre-temps, Lynda Benakouche a elle aussi porté plainte contre Sabrina Saïdi pour diffamation.

Malgré la mauvaise presse, l'équipe municipale reste solidaire de Lynda Benakouche, qui conserve une place importante dans le dispositif. "Nous n'avons pas à la juger par rapport à son mari ou à son passé, insiste Youssef Zaoui. Nous l'avons toujours appréciée pour son engagement associatif (elle organise du soutien scolaire dans différents quartiers, ndlr) et ça ne changera pas." Les nouveaux élus se rassurent aussi en se disant que tout cela sera oublié, ou du moins

relativisé, quand la vérité éclatera. Ils pensent que Sabrina Saïdi a été manipulée pour "salir" la nouvelle mairie, et par ricochet Jean-Christophe Lagarde alors en pleine campagne pour la direction de l'UDI. La justice dira, ou pas, le fin mot de l'histoire. Mais une chose est sûre : ces embrouilles auront montré une image détestable de Bobigny, bien loin des rêves d'une dream team.

Les règlements de compte se poursuivent

D'autant plus qu'au mois de septembre, deuxième coup de canon, *Marianne* révèle un autre scandale : celui des indemnités de certains nouveaux cadres de la ville. "A commencer par le maire qui, en plus de son indemnité d'élu, perçoit une allocation chômage de 1851 euros nets par mois." Pour se justifier, Stéphane de Paoli affirme que ces allocations n'étaient pas illégales et qu'il les avait conservées "en attendant d'être sûr de pouvoir les récupérer après (son) mandat". Christian Bartholmé, en charge du personnel et des finances, vient à la rescousse des autres cadres incriminés en soulignant que "les communistes se payaient tout aussi grasement. En plus, ils n'étaient pas forcément plus compétents. C'est seulement parce que les nouveaux cadres s'appellent Mamadou et Moghadam qu'on leur conteste leur légitimité à être payés normalement".

Dans l'article de *Marianne*, les cadres pointés du doigt perçoivent, primes comprises, entre 5 600 et 6 100 euros bruts mensuels. Selon les statistiques de l'Insee recensant tous les salaires des cadres des villes de plus de 2 000 habitants en 2010, la plupart des salaires (hors primes) oscillent autour de 5 000 euros. S'il s'avère en effet que les rémunérations de certains cadres de Bobigny sont élevées, sans être hors normes, sont-elles pour autant justifiables dans une ville où le taux de chômage est de 19 % et où 60 % des foyers ne sont pas imposables ?

En attendant les procès, les règlements de compte risquent de se poursuivre à Bobigny, l'équipe rapprochée du maire ayant promis d'ouvrir prochainement "la boîte de Pandore" de l'époque communiste. Mais quelles que soient les nouvelles révélations, la mairie va devoir faire ses preuves pour démontrer sa valeur. En septembre dernier, elle a tenu un de ses engagements de campagne en faisant démanteler le camp de Roms des Coquetiers. Elle a mis en place la cantine gratuite dans le primaire en ce début d'année, puis plus tard la police municipale et les caméras de vidéosurveillance. Reste à savoir si ces actes suffiront à donner l'impression aux habitants que la ville a vraiment été rendu aux Balbyniens ! ■